

LES TROIS VAINCUS DE 1945...

Les trois grands vaincus de la deuxième guerre mondiale sont l'Allemagne, l'Angleterre et la France.

Pour l'Allemagne, le fait n'est pas douteux. Réduite à un territoire mutilé, qui ne peut la nourrir; semée des ruines et des cimetières hérités de «l'épopée» hitlérienne; politiquement et économiquement isolée; enfin, matériellement et moralement abandonnée, l'Allemagne est en proie à la famine et au chômage.

L'Angleterre a cessé d'être le centre vital, la tête et le cœur de la communauté britannique. A certains égards, elle est une colonie du Canada. Dans son propre «*Empire*», l'Anglais est aujourd'hui le parent pauvre. Son sous-sol à demi épuisé, son sol trop exigü, ses installations de toutes sortes ravagées par les bombardements, ne lui laissent aucun espoir de rétablir sa balance commerciale, de payer ses dettes, ni même de satisfaire à ses besoins. Qui ré-équiperait son industrie? Même remise en marche, l'usine anglaise ne pourrait porter au marché mondial que des produits trop chers, et dont l'afflux coïnciderait avec la crise de surproduction américaine: machines, véhicules, produits chimiques.

La France voit s'effondrer son Empire et s'effacer ses rêves de «*grandeur*». Une nation de quarante millions d'habitants, soumise à l'épreuve terrible de l'invasion totale et de l'épuisement, ne peut plus vivre des illusions absurdes héritées de Henri-4, Richelieu, Louis-14 ou Napoléon. Après avoir été longtemps le pays d'Europe le plus riche, le plus peuplé, le plus organisé, le plus déterminant politiquement - la France ne figure parmi les quatre grands qu'à titre de comparse. Puissante de troisième ordre, son rôle militaire et naval, est fini; son rôle financier et colonisateur touche à sa fin; et son rôle idéal et culturel est assez compromis comme cela. Il est grand temps qu'elle abandonne le chauvinisme, le narcissisme militaire, le pan-bureaucratisme et la sidérurgie. Les barons de la minette lorraine, même en prenant tout notre coke en nous faisant crever de froid, et même en étendant leur esclavagisme aux houillères de la Sarre et de la Ruhr, n'auront demain d'autre débouché rentable que ceux d'hier: les armements lourds de l'État français - luxe que le pays n'est plus en situation de payer.

Remarquons en passant que le plan quinquennal pour la France, œuvre du sieur Monnet, l'homme aux trente millions de tonnes d'acier, n'aurait pas d'autre résultat que d'arrêter toute reconstitution des santés françaises, des forces humaines françaises, des logements, des vêtements et des stocks de vivres de notre pays - tout en introduisant dans une situation déjà difficile les complications suivantes:

1- Recrutement d'une masse de travailleurs étrangers, travaillant à bas prix, mais qu'il faudra quand même nourrir, loger, habiller, etc..., avec les moyens du bord.

2- Super-bureaucratization, phénomène indissolublement lié avec la main-d'œuvre «*mobilisée*», le travail forcé, l'économie de plan, etc...

3- Énormes investissements soumettant entièrement la France aux crédits étrangers et à leur renouvellement (?); aux débouchés extérieurs et à leur permanence (?).

4- Impossibilité d'édifier une industrie rattachée au marché mondial sans posséder une agriculture également soumise aux prix mondiaux, d'où «*grève*» probable des paysans et chute verticale de la production agricole.

5- Politique militaire et navale exigeant qu'un grand nombre de producteurs français seront envoyés à la caserne, ce qui ruine toute reconstruction économique.

En tant que rivaux commerciaux sur le marché capitaliste, les trois grands vaincus peuvent tout au plus

consommer leur propre ruine et devenir au premier tournant une proie facile pour la finance yankee ou la dictature «soviétique».

Mais rien ne s'oppose radicalement à ce qu'il en soit autrement.

Si l'Allemagne, l'Angleterre et la France s'associaient sur le plan socialiste et anti-autoritaire, elles pourraient se relever, en mettant en œuvre les ressources communes (matières, machines et main-d'œuvre) en vue du seul besoin commun.

Du même coup, elles constitueraient un intense pôle d'attraction pour toutes les forces européennes que l'U.R.S.S. ou les U.S.A. dériveraient pour leurs fins particulières.

Le labourisme britannique annonçait déjà, l'automne dernier, par la bouche de Bevin, que le gouvernement anglais menait en Allemagne une politique «socialiste». Cette politique a été confirmée par la visite à Londres du président du P.S. allemand, Schumacher, et par l'article fameux de Walter Lippmann à ce sujet.

Selon Walter Lippmann, le plus écouté des spécialistes américains de la politique étrangère, il est impossible de concevoir un relèvement purement «capitaliste» de l'Europe par l'intervention des États-Unis. Ceux-ci en effet entendent surtout consacrer leurs capitaux à des investissements intérieurs. Mais d'autre part le péril «communiste» en Europe effraye beaucoup les Américains. A défaut d'une solution «libérale» qui s'avère impossible, W. Lippmann conseille donc à ses compatriotes de faire preuve de souplesse, en favorisant l'avènement en Europe occidentale et moyenne d'un socialisme très nettement démocratique excluant toute dictature de parti. On aurait ainsi non plus deux adversaires représentant le monde bourgeois et le monde bureaucratique (Churchill et Staline), mais un renouveau du travaillisme et de la démocratie occidentale face au totalitarisme russe.

En fait le jeu à deux serait, dans l'hypothèse choisie par W. Lippmann, remplacé par le jeu à trois: stalinisme, travaillisme et capitalisme. Par travaillisme, l'auteur désigne «un régime conciliant les libertés personnelles les plus étendues avec l'appropriation collective des industries-clés». Ce système jouirait de la neutralité bienveillante de la bourgeoisie yankee pour autant qu'il ne serait pas question d'en imposer la pratique sur le nouveau continent. Le socialisme est en effet considéré par 90% des américains du nord comme une chose inutile à leur bonheur et spécifiquement «non-américaine» - mais pas forcément haïssable lorsqu'elle s'applique à d'autres peuples.

Reste à savoir, évidemment, si Bevin, Schumacher et consort, sont effectivement disposés à marcher au socialisme par ces voies «anti-autoritaires» que W. Lippmann oppose à celles de Moscou. Nous n'avons guère d'illusion, sur leur compte; disons que le Parti socialiste français semble dénué de tous l'esprit de décision et d'indépendance qui serait nécessaire pour mettre en branle le mouvement vers une internationalisation solide du style «Socialisme et Liberté».

Quoi qu'il en soit, il reste avéré que si quelque chose peut épargner au monde les horreurs d'une troisième guerre générale, c'est bien cette interposition, encore hypothétique, entre les deux adversaires irréductibles que sont U.R.S.S. et U.S.A., d'une troisième force, à la fois pacifique, socialiste, syndicaliste et démocratique, groupant dans son sein, les principaux vaincus de 1945, et profitant de l'opposition des vainqueurs pour jouer sa chance révolutionnaire.

Une troisième force, à laquelle, pour qu'elle soit vivante, le mouvement anarchiste, seul idéologiquement intact, devra fournir l'impulsion, la critique et la revendication de l'idéal.